



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Rennes, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIGER (SAS)

Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff
56500 Locminé

Références : OL/MN/2026
Code AIOT : 0005517811

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement LIGER (SAS) implanté Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff 56500 Locminé. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC). L'exploitant a été informé le 12/11/2025 .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGER (SAS)
- Le Parco, Boulevard Auguste Le Goff 56500 Locminé
- Code AIOT : 0005517811
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LIGER exploite à LOCMINE une unité de méthanisation (rubrique 2781) autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2013.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Aire géographique de collecte des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article Art 2.1.6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Enregistrement lors de l'admission.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 16	/	Sans objet
2	Réception des matières.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18	/	Sans objet
3	Odeurs.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29	/	Sans objet
4	Programme de maintenance préventive.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	/	Sans objet
5	METHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATEGORIE 2	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-3	/	Sans objet
6	Modifications des prescriptions relatives à l'autosurveillance des ...	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art 2	/	Sans objet
8	Stock de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-1-2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-4-5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant veille à la propreté et au suivi de son installation. Il tient à jours les registres et veille à la qualité des intrants.

Il a tenu compte des observations faites lors de la dernière visite d'inspection et fait le nécessaire pour corriger les écarts constatés.

Il a été constaté que la zone de chalandise avait évoluée. Il appartient à l'exploitant de respecter la zone de chalandise pour laquelle, il a été autorisé ou de demander une modification de celle-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrement lors de l'admission.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement lors de l'admission.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ; 2. La date de réception ; 3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ; 4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ; 5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ; 6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ; 7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ; 8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;

9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le préfet peut ne pas exiger les informations prévues aux points 6, 7 et 8 ci-dessus pour les matières végétales et effluents d'élevage issus de l'exploitation qui alimente une installation relevant de la rubrique 2781-1.

Constats :

L'exploitant tien à jour un registre d'admission contenant les différentes mentions inscrites ci-dessus.

Les éléments ont été vu lors de la visite d'inspection et l'extraction de l'année 2025 a été transmise post inspection.

Aucun refus n'a été enregistré. L'exploitant explique que cela fait plusieurs années qu'il n'y a pas eu de refus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réception des matières.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Réception des matières.

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :

- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;

- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.
[...]

Lorsque le stockage des matières se fait à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.

Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.

L'arrêté préfectoral d'autorisation précise, le cas échéant, les modalités d'acceptation et d'admission pour des déchets ou matières présentant des propriétés particulières, notamment les matières liquides.
Constats : Le site est équipé d'un pont à bascule permettant de peser les matières entrantes et sortantes du site. L'attestation du dernier contrôle de celui-ci a été vu lors de la visite d'inspection (PV n°0697759 daté du 18/11/25) Le site fonctionne en flux permanent. Il n'y a pas de stockage de matières entrantes. Les intrants sont réceptionnés dans des SAS fermés maintenu en dépression et envoyé vers les cuves de préparation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Odeurs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.
Constats : Aucune plainte concernant les odeurs n'a été enregistré. L'exploitant informe l'IIC qu'un nouveau système d'épuration est en cours de test.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant dans le cas d'un changement de process de traitement des odeurs de lui transmettre par un porter à connaissance, les éléments nécessaires, afin de modifier les conditions d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de maintenance préventive.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Programme de maintenance préventive.

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les actions de maintenances sont programmées et suivies via des tableurs. L'exploitant exprime son souhait de vouloir mettre en place un suivi par GMAO.</p> <p>L'ensemble des contrôles et interventions est enregistré tant pour les interventions en régies que pour celles des sous-traitants.</p> <p>L'IIC a également constaté la présence d'un stock de pièces permettant d'être plus réactif en cas de pannes ou de faciliter les entretiens préventifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : METHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATEGORIE 2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 52-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, METHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATEGORIE 2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réception et l'entreposage des sous-produits animaux se font dans un bâtiment fermé ou par tout dispositif évitant leur mise à l'air libre pendant ces opérations. Les mesures de limitation des dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement comportent notamment l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement ou de dispositif équivalent.</p> <p>Les aires de réception et d'entreposage sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits animaux ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés en vue de leur traitement conformément aux dispositions de l'article 52-8.</p>
<p>Constats :</p>

Le site fonctionne en flux permanent. Il n'y a pas de stockage de matières entrantes. Les intrants sont réceptionnés dans des SAS fermés sur dalles étanches maintenus en dépression et envoyé vers les cuves de préparation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modifications des prescriptions relatives à l'autosurveillance des ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art 2
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications des prescriptions relatives à l'autosurveillance des ...
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>rticle 3.2.4 - Valeurs-limites des concentrations dans les rejets atmosphériques Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O: ou CO; précisée dans le tableau ci-dessous. Concentrations Moteurs de Torchère (mg/m" à Composition du Unité de instantanées en cogénération 114 % d'O:) biogaz (ppm) désodorisation mg/Nm* (mg/m* à 15 % d'O:) Biofiltre avec rejet diffus Poussières 4 mg/Nm3 / / / : CO 450 mg/Nm3 150 mg/Nm3 / î SO: 40 mg/Nm3 300 mg/Nm3 / / Nox en équivalent 100 mg/Nm3 / l / NO: HS / / 300 5 mg/Nm3 si flux > 50 g/h NH: (jusqu'au 16 / / / 50 mg/Nm* si flux > août 2022) 100 gh NH; (à partir du 17 î î . î 20 mg/Nm3 août 2022)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport concernant les analyses des rejets atmosphériques daté du 23/10/25. Le rapport conclu au « respect des valeurs limites ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Aire géographique de collecte des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article Art 2.1.6
Thème(s) : Situation administrative, Aire géographique de collecte des déchets
Prescription contrôlée :

<p>Les déchets admis dans l'établissement proviennent du département du Morbihan. En situation exceptionnelle, Forigine géographique définie ci-dessus pourra être étendue à d'autres départements sur demande motivée de l'exploitant et après accord préalable, au cas par cas, du préfet du Morbihan.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le registre des déchets entrant a fait apparaitre que des déchets provenant d'autres départements avaient été réceptionnés. L'IIC informe l'exploitant que ces réceptions de déchets sans en avoir préalablement fait la demande auprès du préfet constitué une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de régulariser la situation soit en arrêtant de recevoir des déchets provenant d'autres départements soit en déposant un porter à connaissance demandant une modification de sa zone de chalandise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Stock de produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-1-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre des produits dangereux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 25/04/24, les demandes suivantes ont été formulées: Le pétitionnaire intégrera l'ensemble des produits dangereux présents dans l'emprise de</p>

l'installation au registre des produits dangereux. Ce registre mentionnera les volumes de chaque produit dangereux détenu en précisant les mentions de danger associées.
Le pétitionnaire produira un plan général des stockages qu'il transmettra à l'inspection des installations classées.

Comme demandé, l'exploitant a présenté et transmis une liste des produits dangereux mise à jour et daté du 04/12/25.
Il a également transmis un plan de stockages à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2013, article 7-4-5

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2024

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 25/04/24, il a été demandé que:

L'exploitant s'assure que les volumes de rétention répondent aux règles prévues à l'article 7.4.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé pour accueillir les substances et préparations dangereuses stockées au-dessus en cas de déversement.

Il doit évacuer les eaux pluviales contenues dans les bacs de rétention afin que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Les bacs de retentions placés sous les contenants sont en adéquations avec les produits et volumes stockés.

L'exploitant a mis en place une procédure de surveillance des niveaux de liquide contenus dans

les bacs de retentions.

L'IIC constate que lors de la visite, les retentions ne contenaient que très peu de liquide permettant à la rétention de jouer son rôle. L'IIC fait remarquer que cela ne garantit pas qu'en cas de fortes pluies durant une longue période le volume reste garantie.

L'exploitant propose de réfléchir à la mise sous abris de ses points de stockages avec rétention.

Type de suites proposées : Sans suite